



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

n° DGFIP-DGS-2500013 du 26/06/2025

FOURNITURE ET MAINTENANCE DE SOLUTIONS DE SÉCURITÉ ET FOURNITURE DE PRESTATIONS ANNEXES



FINANCES PUBLIQUES

ARTICLE 1 - DOCUMENTS CONSTITUANT LE MARCHÉ.....	5
ARTICLE 2 - OBJET DU MARCHÉ.....	5
ARTICLE 3 - FORME DU MARCHÉ.....	6
ARTICLE 4 - DURÉE DU MARCHÉ.....	6
ARTICLE 5 - MONTANTS DU MARCHÉ.....	6
ARTICLE 6 - CONDITIONS, DÉLAIS ET LIEUX D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	6
6.1 – CONDITIONS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	6
6.2 – DÉLAIS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	6
6.3 – LIEUX D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	7
ARTICLE 7 - ENTRETIEN - MAINTENANCE.....	7
7.1 – MAINTENANCE DES MATÉRIELS.....	7
7.2 – MAINTENANCE DES LOGICIELS.....	8
ARTICLE 8 - LIVRAISON, INSTALLATION ET MISE EN ORDRE DE MARCHE.....	9
8.1. LIVRAISON.....	9
8.2. INSTALLATION ET MISE EN ORDRE DE MARCHE.....	9
8.3. PRESTATIONS ANNEXES.....	9
ARTICLE 9 - NORMES – RESPECT DES DROITS DES FABRICANTS ET ÉDITEURS.....	9
9.1. NORMES.....	9
9.2. RESPECT DES DROITS DES FABRICANTS ET ÉDITEURS.....	10
ARTICLE 10 - DÉPLACEMENT DES ÉQUIPEMENTS.....	10
ARTICLE 11 - ARRÊT DES PRESTATIONS.....	11
ARTICLE 12 MODALITÉS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	11
12.1 – LISTE DES PRESTATIONS ET ÉVOLUTION.....	11
12.1.1 – <i>Modification et/ou ajout de matériel, logiciels ou prestations.....</i>	<i>11</i>
12.1.1.1 Modifications et ajouts de matériel(s) et/ou de prestations à l'initiative du titulaire.....	12
12.1.1.2 Modifications et ajouts suite à une évolution réglementaire et/ou normative.....	13
12.1.2 <i>Modalités de mise en oeuvre de la modification.....</i>	<i>13</i>
12.2 – CONTENU DES BONS DE COMMANDE.....	15
12.3 – ARRÊT DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS D'UN BON DE COMMANDE.....	16

ARTICLE 13 - PRIX ET ÉVOLUTION DES PRIX.....	16
13.1 – CONTENU DES PRIX.....	16
13.2 – FORME DES PRIX.....	17
13.3 – REMISE LORS D’OFFRES PROMOTIONNELLES.....	18
ARTICLE 14 - STATUT DU PERSONNEL DU TITULAIRE ET CONFIDENTIALITÉ.....	19
14.1 – LIENS JURIDIQUES.....	19
14.2 – CONDITIONS D'ACCÈS DU PERSONNEL DU TITULAIRE AUX LOCAUX.....	19
14.3 – CONFIDENTIALITÉ.....	19
ARTICLE 15 - PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE ET UTILISATION DES RÉSULTATS.....	19
15.1 – DROITS CÉDÉS À LA PERSONNE PUBLIQUES :.....	19
15.2 – DROITS CONCÉDÉS PAR LA PERSONNE PUBLIQUE.....	21
15.3 – CONNAISSANCES ANTÉRIEURES.....	21
ARTICLE 16 – VÉRIFICATION ET RÉCEPTION.....	22
16.1 – ACQUISITIONS DE MATÉRIELS ET LOGICIELS (LOTS 1 ET 2).....	22
16.2 – PRESTATIONS DE MAINTENANCE.....	23
16.3 – AUTRES PRESTATIONS.....	23
ARTICLE 17 - GARANTIES.....	23
17.1 - GARANTIES PORTANT SUR LE MATÉRIEL.....	23
17.2 - GARANTIES PORTANT SUR LES LOGICIELS STANDARDS.....	24
ARTICLE 18- PÉNALITÉS.....	24
18.2 - PÉNALITÉS RELATIVES AU SUPPORT DE LA SOLUTION ANTIVIRALE DGFIP.....	25
18.3 – PÉNALITÉS POUR RETARD DE LIVRAISON DES ÉQUIPEMENTS OU D’EXÉCUTION DES PRESTATIONS ANNEXES.....	26
ARTICLE 19 - LIQUIDATION DES PAIEMENTS.....	27
19.1 – ACQUISITION DES MATÉRIELS ET CONCESSION DE DROIT D'USAGE DES LOGICIELS.....	27
19.2 – MAINTENANCE DES MATÉRIELS ET LOGICIELS.....	27
19.3 – AUTRES PRESTATIONS.....	27
ARTICLE 20 - MODALITÉS DE RÈGLEMENT.....	28
20.1 - DÉLAI GLOBAL DE PAIEMENT DU TITULAIRE.....	28
20.2 - DÉLAI GLOBAL DE PAIEMENT DU SOUS-TRAITANT.....	28
20.3 - INTÉRÊTS MORATOIRES.....	29
ARTICLE 21 - AVANCE.....	30

ARTICLE 22 – ÉTABLISSEMENT ET TRANSMISSION DES FACTURES.....	30
ARTICLE 23 – DÉMATÉRIALISATION.....	32
ARTICLE 24 – DROIT – LANGUE – MONNAIE.....	32
ARTICLE 25 – LITIGES ET CONTENTIEUX.....	32
25.1 - RÈGLEMENT AMIABLE DES DIFFÉRENDS INTÉGRANT LA MÉDIATION INTERNE :.....	32
25.2 - RÈGLEMENT CONTENTIEUX DES DIFFÉRENDS :.....	34
ARTICLE 26 – MODIFICATION DU CONTRAT.....	34
ARTICLE 27– RÉSILIATION.....	35
ARTICLE 28 – SOUS-TRAITANCE.....	35
ARTICLE 29 – GARANTIE A PREMIÈRE DEMANDE OU CAUTION.....	36
ARTICLE 30- CESSION OU NANTISSEMENT DE CRÉANCES.....	36
ARTICLE 31- SANCTIONS EN MATIÈRE DE TRAVAIL DISSIMULÉ.....	36
ARTICLE 32 - LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DÉTACHÉ ILLÉGAL.....	36
ARTICLE 33 – LIMITATION DE RESPONSABILITÉ.....	38
ARTICLE 34 – CLAUSES ENVIRONNEMENTALES.....	38
34.1 - LIVRABLES, DÉPLACEMENTS, MATÉRIELS.....	38
34-2 BILAN D'ÉMISSION DE GAZ À EFFET DE SERRE (BEGES).....	39
34.3 - RESPONSABILITÉ ENVIRONNEMENTALE.....	40
35 – CLAUSES SOCIALES.....	40
ARTICLE 36 – DÉROGATIONS.....	41

ARTICLE 1 - DOCUMENTS CONSTITUANT LE MARCHÉ

Le marché est passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert en application des articles L2124-2 et R2161-2 à 5 du code de la commande publique. Les documents contractuels le constituant sont dans l'ordre de priorité décroissant :

- l'acte d'engagement signé électroniquement par le titulaire et le représentant du pouvoir adjudicateur, et ses annexes financières ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) n° DGFIP-DGS-2500013 du 26/06/2025 et son annexe RGPD, dont l'exemplaire conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) n° DGFIP-DGS-2500013 du 26/06/2025 et ses annexes, dont l'exemplaire conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seul foi ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication (CCAG/TIC), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- le cahier des clauses simplifiées de cybersécurité (CCSC) approuvé par l'arrêté du 18 septembre 2018 ;
- l'offre technique du titulaire.

En cas de contradiction entre ces différents documents, ceux-ci prévalent dans l'ordre d'énumération ci-dessus.

ARTICLE 2 - OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet la fourniture et la maintenance de solutions de sécurité et la fourniture de prestations annexes.

Le marché comporte 2 lots :

- Lot 1 PAS – EXISTANT : acquisitions de compléments de parc (matériels et logiciels) et d'extensions pour des Passerelles d'Accès Sécurisés (PAS) existantes, maintenance des matériels existant au jour de la notification du marché et des extensions acquises dans le présent marché (lot 1), support des logiciels associés à ces matériels, support de la solution antivirale des postes de travail, veille et conseil, transfert de compétences, désinstallation / déplacement / réinstallation de matériel, installation de matériel ;
- Lot 2 PAS – ACQUISITIONS : acquisitions de matériels et de logiciels, maintenance de ces acquisitions (lot 2), veille et conseil, transfert de compétences, désinstallation / déplacement / réinstallation de matériel, installation de matériel.

ARTICLE 3 - FORME DU MARCHÉ

Le présent marché est un accord-cadre à bons de commande au sens des articles L2125-1-1° et R2162-1 à R2162-6 du code de la commande publique.

ARTICLE 4 - DURÉE DU MARCHÉ

Le présent marché est conclu pour une période de 24 mois fermes à compter de sa date de notification. Il peut ensuite être reconduit tacitement jusqu'à deux fois par période de 12 mois, pour une durée maximale totale de 48 mois.

ARTICLE 5 - MONTANTS DU MARCHÉ

Le marché ne comporte pas de montant minimum. Il comporte un montant maximum fixés 140 000 000 € TTC pour le lot 1 et 100 000 000 € TTC pour le lot 2, pour la durée totale du marché soit 48 mois.

ARTICLE 6 - CONDITIONS, DÉLAIS ET LIEUX D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

6.1 – Conditions d'exécution des prestations

La DGFIP commande les prestations prévues à l'annexe financière selon ses besoins. Les prestations sont assorties d'une obligation de résultat.

Le titulaire réalise les prestations dans les conditions prévues au CCTP.

Le titulaire s'engage à assurer la stabilité et le niveau de compétence de ses équipes pendant toute la durée d'exécution du marché.

Les intervenants du titulaire sont tenus de respecter le règlement intérieur et les consignes de discipline générale de l'administration, notamment en ce qui concerne la sécurité et le secret professionnel.

6.2 – Délais d'exécution des prestations

Pour les prestations d'acquisition, la durée maximale d'exécution des bons de commande est de deux (2) mois.

Pour les prestations de maintenance, la durée maximale d'exécution des bons de commande est d'un (1) an.

Pour les prestations annexes, la durée maximale d'exécution des bons de commande est de six (6) mois.

Les bons de commande pourront être émis pendant toute la durée de validité du marché. Dans tous les cas leur exécution devra être achevée au plus tard douze (12) mois après la date de fin de validité du marché.

6.3 – Lieux d'exécution des prestations

Les prestations se dérouleront en France métropolitaine.

ARTICLE 7 - ENTRETIEN - MAINTENANCE

Les prestations de maintenance des matériels et logiciels sont assurées à compter de la date convenue du service (cf. article 19.2 « liquidation des paiements » concernant les prestations de maintenance matériel et logiciel du présent document) et pendant la durée indiquée dans le bon de commande, sans pouvoir excéder la date de fin du marché de plus de douze (12) mois.

7.1 – Maintenance des matériels

La maintenance est effectuée dans les conditions prévues à l'article 39 du CCAG/TIC et dans le CCTP.

La rémunération du titulaire au titre de la maintenance couvre la valeur des pièces ou éléments, des outillages ou ingrédients nécessaires, ainsi que les frais de main-d'œuvre qui leur est affectée, y compris les indemnités de déplacement et les frais nécessités par les modifications visées à l'article 39-1 du CCAG/TIC.

Elle ne couvre pas :

- la livraison ou l'échange des fournitures consommables ou d'accessoires, la peinture et le nettoyage extérieur du matériel ;
- les modifications demandées par la personne publique aux spécifications initiales du matériel ;
- la réparation des défauts de fonctionnement causés par les défauts de l'installation incombant à la personne publique ou par une adjonction de matériel d'autre origine ;
- la réparation des avaries dues à une faute de la personne publique ou causées par un emploi du matériel non conforme aux règles figurant dans les documents fournis ;
- les réparations des dommages dus au feu, à l'eau, à la malveillance notoire de toute personne qui n'est pas employée directement ou indirectement par le titulaire.

Dans les deux derniers cas, les frais à supporter par la personne publique pourront donner lieu à l'établissement d'un devis préalable.

La maintenance est exécutée dans les locaux de l'administration.

La personne publique effectue le choix de la période d'intervention et du délai de réparation lors de l'émission du bon de commande. Elle pourra, le cas échéant, modifier ce choix par ordre de service. Un bon de commande rectificatif sera adressé au titulaire.

Si le délai imparti au titulaire pour répondre aux demandes d'intervention de l'administration ne permet pas d'intervenir dans le cadre de la période d'intervention choisie, le titulaire interviendra dès la première heure du jour ouvré suivant la réception de l'appel.

Lorsque le titulaire décidera, après accord du représentant de la personne publique sur le site, de poursuivre au-delà de la période d'intervention une opération de maintenance commencée pendant cet horaire, il ne lui sera dû aucune redevance supplémentaire.

Le titulaire procède à la réparation ou au remplacement des pièces ou sous-ensembles défectueux usés ou cassés à la suite de l'usage normal du matériel. Les pièces ou sous-ensembles repris sont la propriété du titulaire.

Le titulaire peut procéder à des opérations d'entretien préventif ; celles-ci s'effectuent sans périodicité fixe, pendant la période d'intervention, soit au cours des visites des préposés qualifiés du titulaire, soit lors des dépannages, soit par des méthodes de diagnostic à distance mises en place avec l'accord de la personne publique. Lorsqu'il entend procéder à une opération d'entretien préventif, le titulaire doit en informer au préalable la personne publique, définir l'horaire en accord avec elle et lui en indiquer la durée.

La prestation de maintenance comprend en outre les prestations définies dans le CCTP.

7.2 – Maintenance des logiciels

En sus des prestations prévues à l'article 21 (mises à jour et nouvelles versions de logiciels – documentation technique) et à l'article 36-6 (garantie de conformité des logiciels standards) du CCAG/TIC, la maintenance des logiciels comprend au minimum l'aide à l'installation et à l'utilisation des modifications de logiciel, lorsque celles-ci réalisent la correction d'anomalies ou la mise en oeuvre de nouvelles versions, ainsi que la mise à jour de la documentation associée.

Elle comprend en outre les prestations définies dans le CCTP.
Les modalités de maintenance des logiciels sont définies dans l'offre du titulaire.

ARTICLE 8 - LIVRAISON, INSTALLATION ET MISE EN ORDRE DE MARCHÉ

8.1. Livraison

Les équipements sont livrés par le titulaire dans les conditions fixées à l'article 21 du CCAG/TIC ainsi qu'à l'article 3.9 du CCTP.

Le délai de livraison, **limité à quatre (4) semaines maximum**, court à compter de la notification du bon de commande.

La livraison est effectuée franco de port et d'emballage, sauf stipulation différente en annexe à l'acte d'engagement.

8.2. Installation et mise en ordre de marche

L'installation et la mise en ordre de marche des équipements seront effectuées par le titulaire dans les conditions prévues à l'article 29 du CCAG/TIC.

Par dérogation à l'article 29 du CCAG/TIC, l'installation peut être réalisée par la personne publique. Dans ce cas, le titulaire doit communiquer la notice d'installation et de mise en ordre de marche quinze jours au moins avant la date prévue pour la livraison. Cette notice, en langue française, est remise à raison d'un exemplaire par matériel livré. La personne publique se réserve toutefois la possibilité de demander au titulaire l'installation d'équipements.

8.3. Prestations annexes

Le titulaire décrit dans sa proposition les modalités d'exécution de ces prestations.

La personne publique se réserve la possibilité de demander l'exécution de ces prestations selon les tarifs indiqués en annexe à l'acte d'engagement.

ARTICLE 9 - NORMES – RESPECT DES DROITS DES FABRICANTS ET ÉDITEURS

9.1. Normes

Le titulaire garantit que les équipements respectent les normes de sécurité et d'antiparasitage en vigueur lors de la livraison. Les prestations faisant l'objet du présent marché doivent être conformes aux normes énumérées dans le CCTP.

9.2. Respect des droits des fabricants et éditeurs

Le titulaire s'engage à respecter l'intégralité des droits du fabricant, en particulier les droits relatifs aux microcodes, PTF, patches et logiciels et aux mises à jour correspondantes.

Il assume l'intégralité des conséquences financières (notamment le dédommagement du trouble éventuellement occasionné à la personne publique et/ou au fabricant et/ou éditeur) d'un éventuel non respect de ces droits.

En cas de manquement constaté à cet engagement, le pouvoir adjudicateur pourra résilier le marché aux torts du titulaire en application de l'article 50 du CCAG/TIC.

La décision de résiliation ne pourra intervenir qu'après que le titulaire ait été mis en demeure de mettre fin au(x) manquement(s) et de se conformer à ses obligations contractuelles dans un délai d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure.

Le titulaire pourra également présenter ses observations dans ce même délai.

Dans l'hypothèse d'une résiliation dans ce cadre, le pouvoir adjudicateur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues au marché aux frais et risques du titulaire, dans les conditions de l'article 54 du CCAG/TIC.

Le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité et les éventuels excédents de dépenses et l'intégralité des coûts liés à l'organisation de la nouvelle procédure de passation du nouveau marché sont prélevés sur les sommes dues au titre du marché résilié, sans préjudice des droits pouvant être exercés par le pouvoir adjudicateur à l'encontre du titulaire devant les juridictions compétentes, notamment en cas d'insuffisance de ces sommes.

Il est expressément précisé que l'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas. Les pénalités, le cas échéant applicables au titulaire pour quelque motif que ce soit, continuent à être dues au Pouvoir Adjudicateur.

ARTICLE 10 - DÉPLACEMENT DES ÉQUIPEMENTS

La personne publique peut déplacer librement les équipements.

Elle informe, par ordre de service, le titulaire du nouveau lieu d'utilisation et de la date d'effet du transfert.

Par ailleurs, le titulaire s'engage à effectuer le déplacement (désinstallation, déplacement et réinstallation) des équipements maintenus dans le cadre du présent contrat selon les modalités de prix mentionnées en annexe à l'acte d'engagement.

ARTICLE 11 - ARRÊT DES PRESTATIONS

Chacun des équipements (matériels et logiciels) bénéficiant des prestations de maintenance dans le cadre du présent marché pourra faire l'objet d'une décision d'arrêt des prestations prise par la personne publique.

La personne publique informera le titulaire de sa décision au moyen d'un ordre de service demandant au titulaire qu'il soit mis fin aux prestations des matériels et/ou logiciels concernés.

Les redevances des prestations relatives aux matériels et/ou logiciels ayant fait l'objet de la procédure décrite à l'alinéa précédent cesseront d'être dues à l'expiration du mois suivant celui de la date de notification de l'ordre de service au titulaire. Cet arrêt n'ouvre droit à aucune indemnité au profit du titulaire et ne vaut pas résiliation du marché.

ARTICLE 12 MODALITÉS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS

12.1 – Liste des prestations et évolution

La liste des prestations susceptibles d'être commandées, avec indication du prix unitaire est jointe en annexe à l'acte d'engagement.

12.1.1 – Modification et/ou ajout de matériel, logiciels ou prestations

Les équipements proposés sont identiques pour toute la durée du marché.

En application de l'article R.2194-1 du code de la commande publique, en cours d'exécution de l'accord cadre, des modifications et/ou des ajouts de matériel ou prestation objet du marché peuvent intervenir, soit à l'initiative du titulaire afin de faire suite à des évolutions d'ordre technique, technologique, d'obsolescence et de disponibilité, soit par le biais d'une évolution réglementaire et/ou

normative. Ces modifications et/ou ajouts ne remettent pas en cause la nature globale du marché.

Les modalités sont décrites dans les conditions fixées ci-après :

12.1.1.1 Modifications et ajouts de matériel(s) et/ou de prestations à l'initiative du titulaire

En cours d'exécution du marché, le titulaire peut proposer des modifications et/ou des ajouts du (des) matériel(s), des services et des prestations objet du marché. L'acheteur n'est pas tenu d'y faire droit.

Conformément aux dispositions de l'article L.2194-1 du code de la commande publique, ces modifications et/ou ajouts ne peuvent avoir pour effet de changer la nature globale du marché.

Ces évolutions peuvent avoir des conséquences sur :

- - les prix des matériels ou des prestations répertoriés en annexe à l'Acte d'engagement ;
- - la composition des matériels, services ou prestations (modifications) et par voie de conséquence, sur les prix correspondants.

Le prix net du matériel, des services et /ou de la prestation associée ou ajouté est déterminé de la manière suivante :

- Par application du taux de remise contractuel applicable pour le matériel objet du marché analogue au matériel modifié ou ajouté.

Le taux de remise applicable est celui déduit du rapport entre le prix net contractuel et le tarif public des matériels du titulaire auprès de sa clientèle « entreprise », sans subventions, que ce dernier soit figuré en annexe du présent marché ou rapporté par le titulaire par tout moyen de preuve, pour le matériel objet du marché analogue modifié ou ajouté.

Le tarif public doit correspondre au guide des tarifs professionnels du titulaire dans sa version la plus récente publié au moment de l'émission du besoin.

En l'absence de tarif public, le titulaire justifie par tout moyen l'équivalence des conditions économiques entre le matériel ou la prestation modifié/ajouté et le matériel ou la prestation analogue au marché, notamment par la communication de son taux de marge.

En tout état de cause :

- la prestation modifiée est conforme aux spécifications fonctionnelles prévues au présent marché et doivent être techniquement équivalents ou supérieurs à la prestation proposée initialement ;
- la prestation ajoutée est conforme à l'objet du marché et en lien direct (déclinaison) avec la prestation du marché et nécessaire à la bonne exécution du marché.
- le prix des matériels ou prestations modifiés ne saurait excéder de 6% le prix des matériels ou prestations analogues au marché.

12.1.1.2 Modifications et ajouts suite à une évolution réglementaire et/ou normative

En cours d'exécution du marché, une évolution de la réglementation ou des normes applicables au présent marché peut avoir pour effet de rendre obligatoire la modification de l'offre consistant en la modification des matériels et/ou des prestations associées, l'ajout d'un ou plusieurs matériels prévus en annexe à l'acte d'engagement.

Le titulaire s'engage à faire bénéficier l'administration de toute baisse de prix liée à une modification de la réglementation.

La situation décrite ci-dessus peut avoir des conséquences sur :

- Les prix des matériels et/ou prestations indiqués en annexe à l'Acte d'engagement
- La composition du matériel de base (modifications du matériel, ajouts d'accessoires et/ou d'options) et/ou des prestations et par voie de conséquence sur les prix correspondants.

En tout état de cause, l'augmentation des prix résultant de cette situation ne saurait excéder le coût de la mise aux normes des matériels ou prestations associées.

12.1.2 Modalités de mise en oeuvre de la modification

Le titulaire s'engage à prévenir la personne publique, au minimum 12 mois avant leur fin de commercialisation, des évolutions majeures, imposées par le constructeur, des matériels et logiciels de base. En tout état de cause, la

fourniture des équipements dont la fin de commercialisation est annoncée devra être assurée pendant 12 mois à compter de cette notification d'évolution.

Le titulaire est tenu de soumettre à l'acheteur les éléments motivant sa demande. Les éléments intègrent :

- Les justificatifs techniques et/ou fonctionnels des liens directs (déclinaison, accessoire, option) entre le matériel ou la prestation modifié/ajouté et le matériel ou la prestation au présent marché ;
- Les caractéristiques techniques du matériel ou de la prestation ajouté ou modifié ;
- La documentation technique du matériel ou de la prestation ajouté ou modifié
- Les justificatifs tarifaires démontrant de façon circonstanciée la nécessité de faire évoluer les prix au niveau demandé, conformément aux dispositions ci-avant ;
- Les annexes à l'Acte d'engagement mis à jour le cas échéant.

Pour les évolutions non majeures, le titulaire soumettra à l'acheteur les éléments susmentionnés motivant sa demande à la personne publique au moins trois mois avant leur suppression.

A compter de la réception du dossier complet susvisé, l'acheteur dispose d'un délai de trente (30) jours calendaires pour valider la modification ou rejeter la demande.

Si la demande de modification est acceptée par l'acheteur, l'annexe financière sera mise à jour par un certificat administratif :

- les nouveaux prix entrent en vigueur à la date fixée par l'acheteur à compter de la validation écrite de l'acheteur.
- les nouveaux prix s'appliquent aux commandes émises à compter de cette date.

La personne publique se réserve la possibilité de tester les nouveaux équipements.

La personne publique se réserve le droit de résilier le marché si les nouveaux équipements proposés ne présentent pas une portabilité ascendante des sources et des binaires entre les anciennes et les nouvelles plates-formes.

Nonobstant les dispositions ci-avant, afin de garantir la pérennité des investissements de la personne publique, le titulaire s'engage à fournir pendant toute la durée du marché, les évolutions et extensions (processeur, mémoire, disque ...), le cas échéant sous la forme de pièces d'occasion recyclées en l'absence de pièces neuves, pour les gammes dont l'arrêt de commercialisation interviendrait au cours du marché.

Le non-respect de ces dispositions pourra conduire à la résiliation du marché par la personne publique.

12.2 – Contenu des bons de commande

Au fur et à mesure de ses besoins, la personne publique adresse au titulaire des bons de commande comportant les indications suivantes :

- un numéro et une date ;
- la référence CHORUS au présent marché ;
- l'objet des prestations ;
- la désignation et le nombre d'unités d'oeuvre commandées ;
- le lieu d'exécution de la prestation ;
- la date de début de la prestation et le délai d'exécution du bon de commande ;
- le prix unitaire hors taxes et toutes taxes comprises des unités d'oeuvre commandées ;
- le montant de remise éventuelle ;
- le montant total HT et TTC du bon de commande;
- la désignation du service facturier auquel les factures devront être adressées.

Le titulaire dispose d'un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la réception de la commande pour adresser à la personne publique ses remarques et observations sur la rédaction d'un bon de commande. La personne publique rédigera, le cas échéant, un bon de commande rectificatif qui annulera et remplacera le précédent. Passé ce délai, la commande est réputée acceptée sans réserve.

12.3 – Arrêt de l'exécution des prestations d'un bon de commande

La personne publique se réserve la possibilité, en accord avec le titulaire, d'arrêter l'exécution des prestations ayant donné lieu à un bon de commande. Elle notifie alors sa décision au titulaire par tout moyen permettant de donner date certaine à la transmission, et selon un préavis de deux (2) semaines.

Cet arrêt ne saurait donner lieu à indemnité au profit du titulaire et ne fait pas pour autant l'objet d'une résiliation du marché. Le paiement est effectué au prorata des prestations réellement exécutées.

Seules les prestations effectivement accomplies ouvriront droit à règlement, selon les modalités décrites ci-dessous.

Le décompte de liquidation comprendra :

Au débit du titulaire :

- le montant des sommes versées à titre d'avance, d'acompte, de paiement partiel définitif ou de solde ;
- le montant des pénalités ;

Au crédit du titulaire :

- la valeur contractuelle des prestations reçues ;
- la valeur des prestations fournies éventuellement si la personne publique exige du titulaire la remise des prestations en cours d'exécution.

ARTICLE 13 - PRIX ET ÉVOLUTION DES PRIX

13.1 – Contenu des prix

Les prix des prestations sont mentionnés dans l'annexe financière à l'acte d'engagement du lot concerné.

Dans le cadre du présent marché, les conditions tarifaires figurant dans l'annexe à l'acte d'engagement sont réputées comprendre tous les frais nécessaires à la réalisation des prestations. Le niveau des charges sur lequel le titulaire s'est fondé pour établir lesdits prix emporte engagement de sa part.

Ce niveau de charge peut être dépassé sans supplément de prix pour l'administration. Il couvre notamment :

- les frais afférents à la réalisation des prestations, ainsi que les frais de déplacement et d'hébergement des interventions liées aux prestations sur site ;
- tous les frais annexes et les matériels nécessaires à l'exécution des prestations ;
- l'ensemble des sujétions particulières inhérentes au contenu même de l'exécution des prestations, y compris les conditions d'exploitation et d'accès des différents lieux d'enlèvement et de livraison. A ce titre, le titulaire ne peut prétendre à aucun supplément de prix, ni à aucune indemnité quelconque ;
- toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres applicables aux prestations ;
- la livraison des produits franco de port, d'emballage, de manutention, d'assurances , de stockage, de transport et de déchargement jusqu'au lieu de livraison. Aucun emballage n'est facturé . Toutes les livraisons sont effectuées en « emballage perdu » ou récupérable.

Les taux de TVA applicables sont ceux en vigueur au moment du fait générateur. Les prix applicables sont ceux en vigueur à la date d'émission du bon de commande et restent inchangés quel que soit le délai d'exécution des commandes.

13.2 – Forme des prix

Les prix des prestations sont fermes pendant toute la durée des deux premières années du marché, ils sont ensuite révisés, au début de la troisième année selon les modalités suivantes :

$$p = p_o (0,40 + 0,60 (\text{cpf } 62.02 / \text{cpf } 62.02_o))$$

dans laquelle :

P = prix révisé hors TVA ;

P_o = prix de l'offre ;

CPF 62.02 = indice correspondant au dernier indice trimestriel publié à la date de révision ou, si ce dernier n'est pas encore publié, au dernier indice publié (y compris indice non définitif)

CPF 62.02o = indice correspondant au trimestre du mois de dépôt de l'offre par le titulaire ou, si ce dernier n'est pas encore publié, au trimestre précédent (y compris indice non définitif)

cpf 62.02 : indice des prix de vente des services français aux entreprises françaises (btob) – identifiant 010766573).

L'indice est publié sur le site Internet de l'INSEE. Les indices retenus sont ceux connus aux dates indiquées, même s'ils ne sont pas définitifs.

Les calculs intermédiaires et finaux seront effectués avec au maximum quatre décimales. Pour chacun de ces calculs, il sera procédé à l'arrondi arithmétique de la manière suivante :

- si la cinquième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la quatrième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ;
- si la cinquième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la quatrième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

Le coefficient de révision final est arrondi au millième supérieur.

Les prix de règlement établis dans les conditions fixées ci-dessus n'ont pas à être constatés par avenant.

L'évolution des prix résultant de l'application de la formule de révision ci-dessus, est limitée à la hausse à 6 % par an.

13.3 – Remise lors d'offres promotionnelles

Le titulaire de chaque lot s'engage à faire bénéficier l'administration, à tout moment, des différentes offres promotionnelles qu'il propose à l'ensemble de sa clientèle et ce tout au long de la durée du marché.

L'application d'une remise exceptionnelle doit toujours aboutir à un prix inférieur à celui prévu au marché.

Le titulaire adresse son offre promotionnelle aux bénéficiaires par courrier électronique. Il donne toute précision utile sur la durée de validité de la promotion et sur la désignation des produits et services concernés. L'administration se réserve le droit d'accepter ou non ladite offre.

ARTICLE 14 - STATUT DU PERSONNEL DU TITULAIRE ET CONFIDENTIALITÉ

Cet article concerne le personnel du titulaire et de manière générale tout intervenant agissant pour le compte du titulaire (sous-traitant).

14.1 – Liens juridiques

Il est expressément entendu que les personnels du titulaire et de manière générale de tout intervenant pour son compte (sous-traitant) demeurent, à tous les égards, les salariés du titulaire ou du sous-traitant (législation du travail, sécurité sociale, congés payés, déplacements...). Tout accident ou maladie pouvant affecter les agents du titulaire (ou du sous-traitant) pendant la durée de la prestation est entièrement pris en charge par le titulaire (ou le sous-traitant).

14.2 – Conditions d'accès du personnel du titulaire aux locaux

Les personnels du titulaire et de manière générale de tout intervenant pour son compte (sous-traitant) sont soumis aux mêmes conditions d'accès sur les sites de la personne publique que tout agent au service de l'État. Ils sont tenus de respecter le règlement intérieur et les consignes de discipline générale de l'administration, notamment en ce qui concerne la sécurité.

14.3 – Confidentialité

Les personnels du titulaire et de manière générale de tout intervenant pour son compte (sous-traitant) sont astreints aux mêmes règles, relatives au secret, à la discrétion et au maintien de la confidentialité, que celles en vigueur pour les agents de l'État, concernant toutes informations, données ou renseignements communiqués par la personne publique ou dont ils auraient connaissance à l'occasion de l'exécution des prestations objet du marché ou du fait de leur présence dans les locaux de l'administration.

ARTICLE 15 - PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE ET UTILISATION DES RÉSULTATS

15.1 – Droits cédés à la personne publiques :

Par dérogation à l'article 46.2.1 du CCAG/TIC, la cession de l'intégralité des droits de propriété intellectuelle portant sur les résultats du marché (tels que définis à l'article 43.1 du CCAG/TIC), en particulier les droits patrimoniaux des droits d'auteur et des droits voisins, est consentie à la personne publique à titre exclusif pour le monde entier et pour toute la durée légale de protection des droits de propriété intellectuelle.

Les droits cédés comprennent notamment :

- le droit de reproduire ou de faire reproduire les résultats et, pour les logiciels et bases de données, leurs évolutions et mises à jour, sans limitation de nombre, en tout ou en partie, par tous moyens et procédés, sur tous supports et tous matériaux tant actuels que futurs, connus ou inconnus, et notamment sur support papier ou dérivé, plastique, numérique, magnétique, électronique ou informatique, par téléchargement, vidéogramme, CD-Rom, CD-I, DVD, disque, disquette, réseau ;
- le droit de représenter ou de faire représenter les résultats et, pour les logiciels et bases de données, leurs évolutions et mises à jour, par tout moyen de diffusion et de communication actuel ou futur, connu ou inconnu, notamment par tout réseau de télécommunication en ligne, tel que internet, intranet, réseau de télévision numérique, transmission par voie hertziennne, par satellite, par câble, wap, système télématique interactif, par téléchargement, télétransmission, réseaux de téléphonie avec ou sans fil ;
- le droit d'adapter, modifier, transformer, faire évoluer, en tout ou en partie, les résultats, le droit de corriger les logiciels, de les faire évoluer, de réaliser de nouvelles versions ou de nouveaux développements, de les maintenir, de les décompiler, de les mixer, modifier, assembler, transcrire, arranger, numériser, porter sur toute configuration, interfacer avec tout logiciel, base de données, produit informatique, utiliser les algorithmes à toutes fins, les transcrire en tout ou en partie, sous toute forme, modifiée, amputée, condensée, étendue, d'en intégrer tout ou partie vers ou dans des oeuvres existantes ou à venir, et ce sur tout support papier ou magnétique ou optique et notamment internet, disque, disquette, bande, CD-Rom, listing ;
- le droit de traduire ou de faire traduire les résultats, en tout ou en partie, en toute langue et, pour les logiciels, en tout langage de programmation, et de reproduire les résultats en résultant sur tout support, papier, magnétique, optique ou électronique, et notamment sur internet, disque, disquette, bande, CD-Rom, listing ;
- le droit de mettre sur le marché, de distribuer, commercialiser, diffuser les résultats, par tous moyens, y compris la location et le prêt, à titre gratuit ou onéreux ;
- le droit de faire tout usage et d'exploiter les résultats, pour les besoins de ses

activités propres ou au bénéfice de tiers, à quelque titre que ce soit ;

- le droit de céder tout ou partie des droits cédés, et notamment de consentir à tout tiers tout contrat de reproduction, de distribution, de diffusion, de commercialisation, de fabrication, sous quelque forme, quelque support et quelque moyen que ce soit, à titre onéreux ou gratuit ;

- le droit d'autoriser ou d'interdire toute réutilisation/et ou toute extraction substantielle des contenus des bases de données ;

Le titulaire s'engage à remettre à la personne publique tous les éléments permettant au pouvoir adjudicateur l'exercice de ces droits, notamment les codes sources et codes objets ainsi que la documentation associée et plus généralement tout élément nécessaire au maintien en condition opérationnelle du code livré.

La présente cession est effective à compter de la livraison des résultats sous condition de la réception des prestations.

Le prix de la cession est compris de façon forfaitaire et définitive dans le prix du marché.

15.2 – Droits concédés par la personne publique

Afin de permettre au titulaire d'exécuter toutes les prestations objet du marché, à cette seule fin et pendant la seule durée nécessaire, la personne publique concède au titulaire tous les droits nécessaires à l'exécution desdites prestations, dont le droit d'utilisation, le droit de correction, d'adaptation, de modification et de reproduction des éléments fournis par la personne publique.

15.3 – Connaissances antérieures

Le titulaire devra obtenir l'autorisation de la personne publique avant toute incorporation de connaissances antérieures aux prestations et résultats du marché.

Par dérogation à l'article 45 du CCAG/TIC, les connaissances antérieures du titulaire incorporées ou indissociables des résultats suivent le régime des résultats détaillé supra à l'article 17.1, à l'exception de la cession qui est consentie à titre non exclusif sur les éléments concernés.

ARTICLE 16 – VÉRIFICATION ET RÉCEPTION

Les prestations, objet du présent marché, sont soumises à des vérifications destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations contractuelles.

16.1 – Acquisitions de matériels et logiciels (lots 1 et 2)

Les opérations de vérification ont pour but de constater que les matériels et les logiciels livrés présentent les caractéristiques techniques qui les rendent aptes à remplir les fonctions précisées par la documentation du titulaire et sont capables d'assurer un service régulier dans les conditions normales d'exploitation.

Les opérations de vérification seront exécutées dans les locaux de la personne publique, sur le site d'implantation des matériels.

- Équipements installés par le titulaire :

Par dérogation à l'article 32.2 du CCAG/TIC les opérations de vérification qualitatives sont effectuées en une seule étape, sauf mention contraire dans le bon de commande. La personne publique notifie sa décision dans un délai maximum d'un (1) mois à compter de la date de la mise en ordre de marche. En cas d'ajournement, une nouvelle mise en ordre de marche est exécutée par le titulaire.

- Équipements installés par la personne publique :

Par dérogation à l'article 32.2 du CCAG/TIC, les opérations de vérification qualitatives sont effectuées en une seule étape.

La personne publique notifie sa décision dans un délai maximum d'un (1) mois à compter de la date de livraison. Toutefois, si les équipements font partie d'une configuration dont certains éléments sont installés par le titulaire, la personne publique peut notifier sa décision à la même date que celle de sa décision afférente aux équipements installés par le titulaire, si cette date est plus favorable pour la personne publique.

- Réception des logiciels objet du marché :

La vérification des logiciels est effectuée simultanément à celle des matériels sur lesquels ils sont installés et leur réception est prononcée par la réception des matériels sur lesquels ils sont utilisés.

Si la livraison des logiciels est postérieure à celle des matériels, leur vérification est effectuée par dérogation à l'article 32.2 du CCAG/TIC en une seule étape et leur réception est prononcée dans un délai maximum d'un (1) mois à compter de la date de livraison sauf si, durant ce délai, la personne publique a, après essais de fonctionnement conformes à la documentation fournie, adressé des réserves au titulaire ; dans ce cas, la réception a lieu dans un délai maximum d'un (1) mois à compter de la date à laquelle les réserves sont levées.

16.2 – Prestations de maintenance

Pour les prestations de maintenance des matériels et des logiciels, à la fin de chaque trimestre, l'administration s'assure que toutes les prestations ont été exécutées et que les éventuels livrables prévus pour la période considérée ont bien été fournis et sont conformes aux exigences du CCTP.

Sauf décision expresse d'ajournement, de réfaction ou de rejet notifiée dans un délai de dix (10) jours ouvrés à l'issue de chaque période civile (ou partie en cas de période incomplète), les prestations du trimestre civil (ou partie de trimestre) échu sont réputées réceptionnées.

16.3 – Autres prestations

Les opérations de vérification des autres prestations sont, par dérogation à l'article 32.2 du CCAG/TIC, effectuées en une seule étape.

Sauf décision expresse d'ajournement, de réfaction ou de rejet notifiée dans un délai de quinze (15) jours ouvrés à l'issue des prestations, ces dernières sont réputées reçues.

ARTICLE 17 - GARANTIES

La période de garantie, mentionnée par le titulaire dans l'annexe Caractéristiques du CCTP du lot concerné, prend effet à compter de la date de la décision de réception.

17.1 - Garanties portant sur le matériel

Les matériels sont garantis pièces, main-d'œuvre et déplacements pendant une durée précisée par le titulaire dans l'annexe Caractéristiques du CCTP du lot concerné. Chaque élément reconnu défectueux pour tous vices de construction, défaut de nature de montage ou de fonctionnement sera remplacé purement et simplement par les soins du titulaire et à ses frais.

Au cas où l'équipement devrait être réparé en atelier, le titulaire s'engage à mettre à la disposition de l'administration, pendant toute la durée de l'immobilisation, un équipement de rechange du même type.

17.2 - Garanties portant sur les logiciels standards

Le titulaire garantit que les logiciels fournis sont capables, lors de leur remise à la personne publique, de réaliser les fonctions décrites dans les documents qui les accompagnent, dans les conditions définies par ces mêmes documents.

Le titulaire garantit dans les conditions définies à l'article 36.6 du CCAG/TIC la conformité des logiciels à la documentation technique qui les accompagne.

Cette obligation cesse pour ceux des programmes que la personne publique aurait modifiés sans l'accord du titulaire.

ARTICLE 18- PÉNALITÉS

Le présent marché pourra donner lieu à l'application des pénalités suivantes :

- pénalités pour indisponibilité des matériels et des logiciels (sauf le support de la solution antivirusale DGFIP) ;
- pénalités relatives au support de la solution antivirusale DGFIP ;
- pénalités pour retard de livraison des équipements ou d'exécution des prestations annexes.

18.1 – Pénalités pour indisponibilité des matériels et des logiciels (sauf le support de la solution antivirusale DGFIP)

Il est fait application de l'article 14.2 du CCAG/TIC.

– Indisponibilité des matériels.

L'indisponibilité est décomptée pendant la période d'intervention choisie par la personne publique.

Par dérogation à l'article 14.2.6 du CCAG/TIC, les délais de réparation fixés dans le CCTP constituent les seuils visés à l'article 14.2.6 du CCAG/TIC.

Si le matériel n'est pas remis à la disposition de la personne publique dans le délai choisi par la personne publique, le titulaire encourt sans mise en demeure préalable une pénalité calculée conformément au dernier alinéa de l'article 14.2.6 du CCAG/TIC, par tranche de quatre (4) heures de retard consécutives.

– Indisponibilité des logiciels.

L'indisponibilité est décomptée pendant la période d'intervention déterminée par le type d'anomalie du logiciel.

Par dérogation à l'article 14.2.6 du CCAG/TIC, les délais de fourniture d'une solution de contournement fixés dans le CCTP constituent les seuils visés à l'article 14.2.6 du CCAG/TIC.

Par dérogation à l'article 14.2.6 du CCAG/TIC, les pénalités sont calculées par tranche de six (6) heures consécutives d'indisponibilité.

18.2 - Pénalités relatives au support de la solution antivirale DGFIP

Le CCTP précise les délais d'intervention et de résolution des anomalies. Ces obligations sont des obligations de résultat. Le dépassement de ces délais donnera lieu au calcul de pénalités comme prévu ci-dessous.

➤ Pénalités pour non respect des délais d'intervention (rappel de l'utilisateur – toutes anomalies) :

En cas de non-respect des délais d'intervention et en l'absence d'un cas de force majeure, il pourra être appliqué, sans mise en demeure préalable, une pénalité de 50 € TTC par heure de retard.

➤ Pénalités pour non respect des délais de résolution des anomalies bloquantes :

En cas de non-résolution d'une anomalie bloquante dans les délais imposés et en l'absence d'un cas de force majeure, il pourra être appliqué, sans mise en demeure préalable, une pénalité calculée avec la formule suivante :

$$P = (V * R) / 100$$

dans laquelle :

V = montant en € TTC du coût trimestriel de la redevance de support du logiciel.

R = nombre de jours, ou fractions de jours, consécutifs excédant les délais prévus au CCTP.

➤ Pénalité pour non respect des délais de résolution des anomalies non bloquantes :

Lorsque le délai maximum est dépassé et en l'absence d'un cas de force majeure, il pourra être appliqué, sans mise en demeure préalable, une pénalité de 100 € TTC par jour, ou fraction de jour, de retard.

Si les retards se prolongent au-delà de trente jours, l'administration peut par dérogation à l'article 50.2 du CCAG-TIC, résilier le marché pour faute du titulaire sans mise en demeure préalable.

18.3 – Pénalités pour retard de livraison des équipements ou d'exécution des prestations annexes

Lorsque les délais contractuels de livraison des équipements ou d'exécution des prestations annexes sont dépassés du fait du titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité calculée, par dérogation à l'article 14.1 du CCAG/TIC, par application de la formule suivante :

$$P = \frac{V \times R}{500}$$

dans laquelle :

P = Montant des pénalités ;

V = Valeur pénalisée égale au montant de la prestation commandée ;

R = Nombre de jours de retard.

Lorsque le retard est imputable à l'administration, un sursis d'exécution est automatiquement accordé pour une durée égale à ce retard.

Par dérogation à l'article 50.2 du CCAG/TIC, l'administration peut résilier le marché aux torts du titulaire pour les prestations concernées, sans mise en demeure préalable, si les retards se prolongent au-delà de 90 jours.

18.4 - plafonnement et imputation des pénalités

Le montant total cumulé de l'ensemble des pénalités exigibles par la personne publique est plafonné à vingt pour cent (20%) du montant hors taxes cumulé des bons de commande notifiés au titulaire par année de validité du marché.

Les pénalités dont le titulaire pourrait être redevable seront réglées par imputation sur les paiements à effectuer. Si l'imputation n'est pas possible, un titre de perception sera émis.

ARTICLE 19 - LIQUIDATION DES PAIEMENTS

19.1 – Acquisition des matériels et concession de droit d'usage des logiciels

Le prix des acquisitions de matériels et de concession de droit d'usage des logiciels sont payables après leur réception.

19.2 – Maintenance des matériels et logiciels

Les redevances de maintenance des matériels et logiciels sont réglées par trimestre civil à terme échu, à compter de la date de début de la prestation de maintenance des matériels et logiciels mentionnée dans le bon de commande.

Pour les périodes civiles incomplètes, les redevances sont payées prorata temporis sur la base d'un trimestre de quatre-vingt-dix jours (90) jours.

La durée de la période de garantie, est indiquée dans l'annexe Caractéristiques du CCTP du lot concerné. Le point de départ du délai de garantie est fixé au lendemain de la date de réception.

Les prix des unités d'œuvre de maintenance pendant la période de garantie et hors période de garantie, mentionnés dans l'annexe financière concernée, couvrent des périodes de deux semaines, un mois ou trois mois.

19.3 – Autres prestations

Les prestations dont le délai d'exécution est égal ou inférieur à trois (3) mois font l'objet d'un règlement en une seule fois à leur réception.

Les prestations dont le délai d'exécution est supérieur à trois (3) mois mais inférieur ou égal à six (6) mois font l'objet d'un acompte de cinquante pour cent (50%) après exécution de la moitié des prestations de la commande. Le solde du montant est versé après réception des prestations.

ARTICLE 20 - MODALITÉS DE RÈGLEMENT

Les paiements seront effectués, par virement avec mandatement, selon les règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues aux articles 11 et 12 du CCAG/TIC. Le délai global de paiement est fixé à trente (30) jours, conformément à l'article R2192-10 du code de la commande publique.

20.1 - Délai global de paiement du titulaire

Le point de départ du délai global de paiement du titulaire correspond :

- soit à la date de réception de la facture, afin de raccourcir le délai de paiement, le titulaire est invité à joindre à sa facture le procès-verbal correspondant de versement d'acompte ou de réception par les services de la personne publique ;
- soit à la date du procès verbal de versement d'acompte ou de réception correspondant si celui-ci est postérieur à la date de réception de la facture.

Pour toute avance versée en application de l'article R2191-3 du code de la commande publique, le délai de paiement court :

- soit à compter de la date de notification de l'acte qui emporte commencement d'exécution des prestations correspondant à l'avance si un tel acte est prévu ;
- soit à compter de la date de notification du présent marché à défaut.

Pour tout acompte versé en application de l'article R2191-20 du code de la commande publique, le délai de paiement court à compter de la date de notification des pièces nécessaires à la justification du paiement.

Pour toute indemnité de résiliation versée au titulaire, le délai de paiement court à compter de la date à laquelle le montant de l'indemnité est arrêté.

20.2 - Délai global de paiement du sous-traitant

Le paiement du sous-traitant, bénéficiant du paiement direct en application de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975, s'effectue selon les règles de la comptabilité publique. Le délai global de paiement est fixé à trente (30) jours.

Le point de départ du délai global de paiement du sous-traitant correspond :

- soit à la date de réception par la personne publique de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé ;

- soit à la date d'expiration du délai de quinze (15) jours mentionné l'article R2193-12 du code de la commande publique, si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus à la personne publique.

Pour toute avance versée en application R2191-3 du code de la commande publique, le délai de paiement court :

- soit à compter de la date de notification de l'acte qui emporte commencement d'exécution des prestations correspondant à l'avance si un tel acte est prévu ;

- soit à compter de la date de notification du présent marché à défaut.

Pour tout acompte versé en application de l'article R2191-20 du code de la commande publique, le délai de paiement court à compter de la date de notification des pièces nécessaires à la justification du paiement.

20.3 - Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans le délai global de trente (30) jours des sommes dues en principal emporte, de plein droit et sans autre formalité, versement d'intérêts moratoires et versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement au profit :

- du titulaire du marché ;

- du sous-traitant du marché soumis au régime du paiement direct en vertu de la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse. Lorsqu'ils sont

appliqués aux acomptes ou au solde, les intérêts moratoires sont calculés sur le montant total de l'acompte ou du solde toutes taxes comprises, après application des clauses d'actualisation, de révision et de pénalisation. Les intérêts moratoires sont payés dans un délai de quarante-cinq (45) jours suivant la mise en paiement du principal.

En cas de désaccord sur le montant d'un acompte ou du solde, le paiement est effectué dans les délais fixés au présent article sur la base provisoire des sommes admises par le pouvoir adjudicateur. Lorsque les sommes ainsi payées sont inférieures à celles qui sont finalement dues au titulaire, celui-ci a droit à des intérêts moratoires calculés sur la différence.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à quarante (40) euros. Le paiement de cette indemnité intervient dans un délai de quarante-cinq (45) jours suivant la mise en paiement du principal.

ARTICLE 21 - AVANCE

Conformément aux R2191-3 et suivants du code de la commande publique une avance est versée au titulaire sauf refus de sa part.

Son montant est fixé, pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 € HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux (2) mois, à 5 % du montant du bon de commande.

Dans le cas où le titulaire ou l'un de ses sous-traitants admis au paiement direct serait une petite ou moyenne entreprise, le taux de l'avance est porté à 30 %.

Le remboursement de l'avance sera effectué dans les conditions prévues aux articles R2191-11 et 12 du code de la commande publique.

ARTICLE 22 – ÉTABLISSEMENT ET TRANSMISSION DES FACTURES

Conformément à l'article 3 de l'Ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014, l'obligation de transmettre les factures sous forme électronique s'impose aux fournisseurs depuis le 1er janvier 2020.

✓ Factures dématérialisées :

Elles seront transmises selon l'une des méthodes listées à l'article 24 du présent document. Le titulaire veillera à ce qu'y soient clairement mentionnés :

- le numéro d'engagement juridique : n° de bon de commande Chorus, ou n° de marché (n° court) s'il n'y a pas de bon de commande.
- le code du service exécutant des demandes de paiement (service facturier). Ce code est précisé dans les bons de commande.

Pour la DGFIP-DGS, le code est **FAC9470075**.

Les factures afférentes au paiement devront également comporter les indications suivantes :

- la date d'établissement de la facture ;
- le nom et l'adresse du créancier ;
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est indiqué à l'acte d'engagement ;
- le numéro CHORUS et la date du marché ;
- le numéro CHORUS et la date du bon de commande ;
- les prestations exécutées ;
- le prix unitaire hors taxes ;
- le (ou les) taux de remise appliqué(s) le cas échéant ;
- le taux et le montant des taxes ;
- le prix total hors taxe ;
- le prix total toutes taxes comprises.

Afin de raccourcir le délai de paiement, le titulaire est invité à joindre à sa facture le procès-verbal correspondant de versement d'acompte ou de réception par les services de la personne publique.

L'absence d'une des mentions obligatoires sur la facture et/ou d'une des annexes nécessaires correspond à un cas de non-conformité de la facture qui pourra entraîner son rejet.

En cas de rejet de la facture, celle-ci sera retournée au titulaire qui devra corriger les erreurs ou omissions relevées avant de renvoyer ladite facture au service facturier mentionné supra. Le délai légal de paiement sera suspendu jusqu'à la réception d'une facture complète et conforme.

ARTICLE 23 – DÉMATÉRIALISATION

Les bons de commandes et les procès-verbaux de réception sont transmis au titulaire sous forme dématérialisée. Le titulaire doit fournir une adresse de messagerie électronique pérenne à laquelle ces documents seront transmis.

Pour l'envoi de ses factures sous forme dématérialisée, le titulaire pourra utiliser :

- soit le portail Chorus Pro (<https://chorus-pro.gouv.fr>) qui permet une saisie des factures en ligne ou un dépôt au format pdf (cf. conditions d'utilisation sur le site) ;
- soit la procédure d'échange de données informatisées (EDI). Pour la mise en œuvre de cette procédure, le titulaire doit contacter l'AIFE.

Préalables techniques et réglementaires : pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr> ; rubriques «aide» ou «en savoir plus».

ARTICLE 24 – DROIT – LANGUE – MONNAIE

Le présent marché relève du droit français.

Les correspondances, réunions et discussions relatives au marché se dérouleront en français. Il appartient au titulaire de désigner, pour l'exécution du marché, une équipe ayant la maîtrise de la langue française.

La monnaie de compte du marché est l'euro.

ARTICLE 25 – LITIGES ET CONTENTIEUX

25.1 - Règlement amiable des différends intégrant la médiation interne :

La réglementation de l'achat public institue comme principe la recherche du règlement amiable des conflits.

Les parties au présent contrat conclu et exécuté de bonne foi, s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation et de coopération, tout différend ou litige qui pourrait survenir relatif à son existence, son interprétation, ou à son exécution.

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire de réclamation exposant précisément les motifs de ce différend et indiquant, le cas échéant, pour chaque chef de contestation, le montant des sommes réclamées et leur justification.

Les ministères économiques et financiers s'engagent à en accuser réception dans les quinze jours. Le pouvoir adjudicateur dispose du délai prescrit par l'article 55 du CCAG/TIC sus-mentionné pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut décision de rejet du mémoire de réclamation.

Le correspondant identifié pour traiter ce type de demande est l'acheteur en charge du suivi d'exécution : dgs-achat@dgfip.finances.gouv.fr.

L'acheteur et le titulaire privilégient le recours au médiateur interne relations fournisseurs des ministères économiques et financiers à l'adresse suivante : mediation-fournisseurs.bercy@finances.gouv.fr

En cas de constatation par le médiateur de l'échec de cette médiation interne, les parties pourront saisir le médiateur des entreprises via le portail suivant : <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/contactez-mEDIATEURDES-ENTREPRISES>.

En cas d'échec de cette dernière, les parties pourront saisir le comité consultatif de règlement amiable compétent dans les conditions prévues à l'article R. 2197-1 du code de la commande publique.

Les parties pourront néanmoins directement saisir le médiateur des entreprises, sans recourir au médiateur interne, ou encore le comité consultatif de règlement amiable compétent sans recourir à une médiation préalable.

La saisine d'un médiateur ou d'un conciliateur doit être effectuée avant l'expiration du délai de recours contentieux.

La saisine d'un médiateur interrompt les délais de recours contentieux jusqu'à la notification de la décision prise par l'acheteur ou de la constatation du médiateur de l'échec de sa mission.

Le médiateur interne des ministères économiques et financiers et le médiateur des entreprises agissent comme tierce partie afin d'aider les parties qui en ont exprimé la volonté à trouver une solution mutuellement acceptable.

Le comité consultatif de règlement amiable compétent a lui pour mission de rechercher des éléments de droit ou de fait en vue d'une solution amiable et équitable.

Dans l'hypothèse où le différend n'aurait pas trouvé de solution acceptable pour les deux parties, il appartiendra à la plus diligente d'entre elles, si elle s'y croit fondée, de saisir la juridiction compétente du litige en cause dans le cadre d'un recours contentieux.

25.2 - Règlement contentieux des différends :

Conformément aux règles d'ordre public portant répartition des compétences entre les ordres de juridiction administratif et judiciaire, le Tribunal administratif de Montreuil est seul compétent pour connaître de tous litiges entre les Parties concernant la validité, l'interprétation et l'exécution des clauses du présent accord-cadre, par application du droit français.

Coordonnées :

Tribunal administratif de Montreuil
7 , rue Catherine Puig
93558 MONTREUIL Cedex
Téléphone : 01.49.20.20.00
Télécopie : 01.49.20.20.99
Mél : greffe.ta-montreuil@juradm.fr

ARTICLE 26 – MODIFICATION DU CONTRAT

Outre les cas prévus aux articles R2194-1 à R2194-9 du code de la commande publique, le marché pourra être modifié par avenant dans les cas suivants :

■ si le titulaire est un groupement d'opérateurs économiques, en cas de modification de la composition de ce groupement, à la double condition que :

- le groupement ainsi modifié remplisse les critères de sélection appliqués lors de la procédure de passation du présent marché ;

- la modification du groupement soit autorisée par le pouvoir adjudicateur.

■ en cas de remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire, résultant d'une cession du marché intervenant dans le cadre d'une cession conventionnelle, d'une cession partielle ou totale d'activités liée à une opération de rachat, fusion, acquisition ou d'insolvabilité, à la double condition que :

- le nouveau titulaire remplisse les critères de sélection appliqués lors de la procédure de passation du présent marché ;

- la cession du marché soit autorisée par le pouvoir adjudicateur.

■ en cas de cession du marché par la DGFIP à toute entité publique reprenant tout ou partie des missions de la DGFIP, dès lors que ces missions s'appuient sur l'exécution du présent marché.

ARTICLE 27- RÉSILIATION

Le marché pourra être résilié dans les cas de résiliation prévus au CCAG/TIC (articles 47 à 51) et dans le présent marché.

La décision de résiliation ne peut intervenir qu'après que le titulaire a été informé par lettre recommandée de la sanction envisagée et invité à présenter ses observations dans un délai de quinze (15) jours.

ARTICLE 28 – SOUS-TRAITANCE

La sous-traitance est régie par la loi n°75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée et les articles R2193-1 à R2193-22 du code de la commande publique. La non-présentation d'un sous-traitant à l'administration entraînera l'application de pénalités d'un montant de 150 € HT par jour de retard à compter du début d'exécution des prestations par ce sous-traitant.

Le contrat de sous-traitance pourra être demandé par la personne publique.

ARTICLE 29 – GARANTIE A PREMIÈRE DEMANDE OU CAUTION

Le titulaire est dispensé de la constitution d'une garantie à première demande ou d'une caution personnelle ou solidaire.

ARTICLE 30- CESSION OU NANTISSEMENT DE CRÉANCES

Le présent marché peut faire l'objet de nantissement ou cession de créances de la part du titulaire conformément aux dispositions des articles R 2191-45 à R 2191-63 du code de la commande publique.

Le fonctionnaire compétent pour fournir les renseignements énumérés aux articles R 2191-60 et R 2191-61 du code de la commande publique est désigné dans l'acte d'engagement.

ARTICLE 31- SANCTIONS EN MATIÈRE DE TRAVAIL DISSIMULÉ

S'il est établi que les formalités mises à la charge du titulaire en matière de lutte contre le travail dissimulé d'activité ou par dissimulation d'emploi salarié n'ont pas été remplies au regard des articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du travail et qu'après mise en demeure, le titulaire n'apporte pas la preuve qu'il a mis fin aux irrégularités relevées dans un délai fixé par décret en Conseil d'État, la personne publique, conformément aux dispositions de l'article L. 8222-6 du code du travail, pourra appliquer l'une des sanctions suivantes :

- une pénalité égale à 10 % des prestations effectivement payées au jour du constat effectué par la personne publique. Cette pénalité ne pourra toutefois excéder le montant des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L.8224-2 et L. 8224-5 du code du travail ;
- la résiliation du marché sans indemnité aux frais et risques du titulaire, dans les conditions de l'article 54 du CCAG/TIC, conformément à l'article L. 8222-6 du code du travail.

ARTICLE 32 - LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DÉTACHÉ ILLÉGAL

Les sous-traitants directs ou indirects déclarés et acceptés par la personne publique et toute entreprise de travail temporaire avec laquelle ces derniers contractent pour l'exécution des prestations objet du présent marché sont désignés ci-après « les intervenants ».

Conformément à l'article L1262-4-1 du code du travail, tout détachement sur le territoire national d'un ou plusieurs salariés par une société établie hors de France et qui opère en qualité d'intervenant au marché devra être obligatoirement précédé de la remise à la personne publique des documents mentionnés aux articles R1263-12 et R1263-12-1 du code du travail, notamment la copie de la déclaration de détachement transmise, en langue française, à l'inspection du travail dans le ressort de laquelle s'effectuent les prestations.

Cette obligation concerne également toutes les entreprises de travail temporaire établies hors de France avec lesquelles le titulaire contracte pour exécuter les prestations du marché.

Le titulaire fournit à la personne publique tout élément d'information à sa disposition nécessaire à l'accomplissement par lui et par les intervenants des obligations de vigilance posées par la réglementation :

- décret n°2015-364 du 30 mars 2015 relatif à la lutte contre les fraudes au détachement de travailleurs et à la lutte contre le travail illégal ;
- décret n°2017-825 du 5 mai 2017 relatif au renforcement des règles visant à lutter contre les prestations de services internationales illégales en application de l'article 105 de la loi n° 2016-1088 du 8 août 2016.

Il s'engage en particulier à transmettre les demandes de la personne publique à l'ensemble des intervenants et à la mettre en contact, si nécessaire, avec eux dès lors que ceux-ci sont établis hors de France et envisagent de détacher des salariés sur le territoire national pour y effectuer les prestations du marché.

A ce titre, il prend toutes les mesures nécessaires pour organiser :

- l'information des intervenants sur leurs obligations réglementaires en matière de lutte contre le travail détaché illégal et les sanctions applicables (articles L. 1263-4-1, L. 1263-5, L. 1264-1, L. 1264-3 et R. 1263-11-1 à R. 1263-11-6 du code du travail) ;
- la propre information de son personnel et celle de la personne publique sur les intervenants qui détachent et/ou envisagent de détacher des salariés sur le territoire national pour y exécuter le marché (nom, adresse, téléphone et mél des sociétés).

Conformément aux articles 50.1-c), 50.1-e) et 50.1-i) du CCAG/TIC, la personne publique se réserve le droit de résilier pour faute le marché sans indemnité aux frais et risques du titulaire en cas de non-respect de la présente clause.

ARTICLE 33 – LIMITATION DE RESPONSABILITÉ

Les parties ne seront en aucun cas responsables des dommages indirects. Par dommages indirects les parties conviennent d'entendre les pertes de bénéfices ou chiffre d'affaires, la perte de données, la perte d'exploitation et l'atteinte à l'image encourus par l'autre partie ou un tiers. Il appartient à la personne publique de prendre toutes les précautions nécessaires à la sécurité et à la conservation des fichiers, données et supports d'information qu'elle utilise.

Le titulaire du marché est responsable des seuls préjudices directs causés par un manquement à ses obligations contractuelles.

Sauf dispositions contraires de la loi, le montant que le titulaire pourra verser suite à l'engagement de sa responsabilité contractuelle ou extra-contractuelle, pour quelque cause et à quelque titre que ce soit, ne pourra excéder, pour chaque année de validité du marché, tous dommages confondus, le montant HT cumulé des bons de commande notifiés au titulaire.

ARTICLE 34 – CLAUSES ENVIRONNEMENTALES

34.1 - Livrables, déplacements, matériels

a) Les livrables du présent marché devront être fournis, en priorité, sous forme dématérialisée. Le cas échéant, les livrables papiers devront être imprimés sur papiers recyclés ou issus de forêt gérées durablement.

b) Le titulaire doit limiter les déplacements physiques et privilégier les échanges par voie dématérialisée et les visioconférences.

c) Le titulaire veillera à optimiser ses tournées de livraisons (taux de remplissage des véhicules, réduction des trajets à vide, horaires de livraison évitant les congestions, etc.) et privilégiera, pour ses déplacements lors des interventions sur site, l'utilisation de véhicules respectant au minimum les prescriptions de la norme EURO4, EURO5 ou idéalement EURO6, conformément à la directive 98/69/CE. Il pourra aussi choisir tout autre mode de déplacement conduisant à

réduire la pollution atmosphérique provoquée par les gaz d'échappement des véhicules à moteur

d) De manière générale, les matériels du titulaire utilisés pour la réalisation des prestations du marché répondent aux exigences minimales suivantes :

- Une longue durée d'utilisation ;
- Des possibilités de réparation ;
- Une adaptation aux besoins (pas de sur-spécifications) ;
- Une consommation énergétique économe ;
- Une capacité de recyclage des matériels et d'utilisation de matériaux recyclés ;
- Une réduction des polluants et des substances toxiques ;
- Une exclusion des substances cancérigènes et des métaux lourds ;
- Un faible rayonnement électromagnétique.

34-2 Bilan d'émission de gaz à effet de serre (BEGES)

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, l'acheteur vérifie que le titulaire, sous réserve qu'il y soit assujetti, respecte les dispositions de l'article L.229-25 du Code de l'environnement.

L'acheteur consulte à cet effet la plateforme informatique hébergée à l'adresse suivante : <http://www.bilans-ges.ademe.fr> sur laquelle doivent être publiées les informations relatives à la mise en oeuvre des obligations nées de l'article du Code de l'environnement précité ¹.

Le cas échéant, l'acheteur invite le titulaire à se mettre en conformité dans les meilleurs délais.

Par ailleurs, pour soutenir la transformation écologique de l'État, les ministères économiques et financiers (MEF) engagés depuis plusieurs années dans une démarche vertueuse de transition sociale et environnementale dans le domaine des achats, encouragent les titulaires qui ne seraient pas assujettis aux dispositions de l'article L.229-25 du Code de l'environnement à établir le bilan de leurs émissions de gaz à effet de serre accompagné d'un plan de transition et à les communiquer à l'adresse précitée : <http://www.bilans-ges.ademe.fr>. »

1 Conformément à l'arrêté du 25 janvier 2016 relatif à la plate-forme informatique pour la transmission des bilans d'émission de gaz à effet de serre, publié au journal officiel de la république française n°0029 du 4 février 2016.

34.3 - Responsabilité environnementale

Le titulaire respecte toute réglementation en vigueur en matière de responsabilité environnementale et particulièrement celle régie par le code de l'environnement et applicable notamment aux différents éléments mentionnés ci-dessous :

- déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE). A ce titre le titulaire s'assure également du respect et de la conformité des produits à la réglementation relative à la limitation de l'utilisation de certaines substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques (ROHS, Restriction of the Use of Certain Hazardous Substances),

- l'enregistrement, l'évaluation et l'autorisation des substances chimiques, ainsi que les restrictions applicables à ces substances (REACH), règlement (CE) n° 1907/2006 du Parlement européen et du Conseil du 18 décembre 2006.

Dans tous les cas et sur simple demande, le titulaire communique, sans délai, les éventuels documents nécessaires justifiant le respect de la réglementation. En cas de manquement, le titulaire en court, d'une part, les sanctions prévues par la réglementation concernée, sans préjudice des dédommagements pouvant lui être réclamés, et, d'autre part, il s'expose à la résiliation pour faute du présent marché.

35 – CLAUSES SOCIALES

Le code du travail impose, aux articles L. 3221-2 et suivants, que tout employeur assure, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes. En cas de violation de cette obligation concernant le personnel comité affecté à l'exécution de la prestation objet du contrat, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché pour faute grave conformément à l'article L2195-3 1° du code de la commande publique, et ainsi mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci.

ARTICLE 36 – DÉROGATIONS

Article du CCAP qui déroge au CCAG/TIC		Articles du CCAG/TIC auxquels il est dérogé
Installation et mise en ordre de marche	Article 8-2	Article 29
Droits cédés à la personne publiques	Article 15-1	Article 46.2.1
Connaissances antérieures	Article 15-3	Article 45
Acquisitions de matériels et logiciels (lots 1 et 2) :	Article 16.1	Article 32.2
Autres prestations	Article 16-3	Article 32.2
Pénalités pour indisponibilité des matériels et des logiciels (sauf le support de la solution antivirale DGFIP)	Article 18.1	Article 14.2.6
Pénalités relatives au support de la solution antivirale DGFIP	Article 18.2	Article 50-2
Pénalités pour retard de livraison et/ou d'exécution des prestations annexes	Article 18.3	Article 50-2